

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 16. Oktober 1989  
VERTRAULICHInformations hebdomadaires 42/89

<u>Index:</u>	<u>Page</u>
1) Conférence régionale des Ambassadeurs à Mexico	2
2) AELE: Réunion du High-Level-Steering Group (HLSG), Genève, 11-12.10.1989	9
3) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) 40ème session du Comité exécutif	11
4) CNUCED: 1ère partie de la 36ème session du TDB	13
5) Schweizerisch-sowjetische Nukleargespräche in Bern	14





## CONFERENCE REGIONALE DES AMBASSADEURS A MEXICO

La Conférence régionale des ambassadeurs en Amérique s'est déroulée du 6 au 9 octobre à Mexico. En voici un compte rendu et une première appréciation.

1. Questions politiques
2. Questions économiques
3. Aide au développement
4. Image de la Suisse et présence culturelle
5. Problèmes administratifs
6. Critique de l'exercice

### 1. Questions politiques

Les observations et les analyses qui ont été faites au cours de la conférence ont révélé une fois de plus la diversité des situations et la difficulté qu'il y a de définir une identité propre à l'Amérique latine. S'il existe une donnée commune, c'est d'abord - et cela dans un sens négatif - l'opposition à des degrés et sous des formes diverses au poids considérable des Etats-Unis, économique, matériel et psychologique. Ce poids s'est manifesté sous la forme d'un paternalisme constant qui a son origine dans la doctrine Monroe. Il convient cependant de nuancer aujourd'hui cette situation, ceci pour les trois raisons suivantes :

- Depuis l'accession de M. Bush à la présidence, le pragmatisme et ce que le ministre mexicain des affaires étrangères a appelé la sensibilité politique ont remplacé à Washington le paternalisme ou, vis-à-vis de l'Amérique centrale (Cuba, Nicaragua), la crispation idéologique.



- La présence et la participation croissantes de la communauté hispanique à la réalité sociale des Etats-Unis aident à effacer les différences autrefois irréconciliables entre ce pays et le Sud du continent.
- La détente avec Moscou permet à Washington de s'engager davantage en faveur de l'Amérique latine, à commencer par le Mexique.

Cela étant, l'expérience démocratique en Amérique latine, même si elle s'étend à un nombre croissant de pays, est loin de s'exercer aussi parfaitement et d'avoir des assises aussi solides qu'aux Etats-Unis ou au Canada. Dans quelques pays, elle n'est encore qu'une espérance, dans nombre d'autres, elle est largement personnalisée (Mexique, Argentine, Paraguay, Uruguay ...) lorsqu'elle n'est pas directement menacée ou inexistante. Dans ce contexte, il est intéressant de relever qu'aujourd'hui, la drogue est perçue par beaucoup de gouvernements comme une menace décidément plus immédiate et plus grave que l'expansion des idéologies, notamment de gauche. Par ailleurs, dans l'ensemble de ces pays, le respect des droits de l'homme est aussi fragile que l'expérience démocratique elle-même. En outre, il importe de relever qu'indépendamment des régimes politiques et dans des couches importantes de la population, les droits les plus essentiels et la dignité humaine se heurtent, d'abord, à la misère. A cet égard, il est révélateur de constater dans quelles conditions se poursuit inexorablement l'exode rural vers des mégapoles démesurées (1000 personnes par jour dans la seule ville de Mexico).

## 2. Questions économiques

La discussion économique a fait inévitablement une large place à la situation financière et à l'endettement en Amérique latine. Ont également été débattus le commerce et les investissements ainsi que la présence économique suisse dans la région.



La situation insatisfaisante et même précaire des économies latino-américaines - ralentissement de la croissance, perte du pouvoir d'achat, poids social du service de la dette - a été à nouveau largement constatée. Des corrections structurelles fondamentales doivent être entreprises pour restaurer la confiance et favoriser la reprise des investissements productifs. Nombre de gouvernements n'agissent cependant pas avec la détermination souhaitable, en raison notamment des échéances électorales qui les attendent.

Dans le domaine de la dette, on observe, après l'échec du plan Baker, un scepticisme croissant envers la réalisation du plan Brady, faute d'un engagement suffisant des banques commerciales. Le Mexique fait l'objet d'une attention privilégiée des Etats-Unis mais aurait à lui seul besoin d'une rallonge de 10 milliards de dollars. Les exigences financièrement légitimes posées par les institutions financières internationales (ajustements) constituent généralement un sacrifice économique et social que les populations des pays débiteurs supportent mal. Dans ce tableau, le Brésil mérite une mention particulière. Mauvaise débitrice, protectionniste, exportatrice industrielle, cette 8ème puissance économique mondiale exerce un "impérialisme" croissant dans la région.

Le GATT est perçu comme un instrument nécessaire de défense contre les grands ensembles industriels, mais l'intérêt des pays considérés ne s'exprime pas toujours dans le sens constructif souhaitable, c'est-à-dire vers l'ouverture des marchés.

L'importance des investissements étrangers (où la Suisse joue un rôle majeur) a été relevée, mais aussi la nécessité de recourir (en dépit d'une certaine méfiance) aux accords sur la protection des investissements, instruments nécessaires de la coopération économique.

La présence commerciale de la Suisse et sa réputation industrielle ont été jugées bonnes. Cependant, trop souvent les entreprises suisses ne manifestent pas suffisamment leur intérêt pour le



marché latino-américain et leurs produits sont trop chers, face à une concurrence de plus en plus acharnée. Il est pourtant nécessaire de maintenir une présence constante et active en prenant en considération le long terme.

### 3. Aide au développement

L'aide suisse au développement publique et privée a été saluée comme une composante essentielle de notre image. En Amérique latine, elle s'est élevée à quelque 567 millions de francs entre 1986 et 1988.

Notre aide au développement, notamment dans cette région, doit tenir compte de l'état de crise auquel sont confrontés les pays considérés. Malgré les obstacles, il faut poursuivre notre effort et le faire connaître. En effet, nous devons constater que nous n'avons pas assez dit ce que nous avons fait. La publicité de nos actions va devoir corriger cette défaillance. Par ailleurs, il importe de redéfinir les ajustements structurels et il faut se garder de les corriger avec des remèdes conjoncturels. D'autre part, il est nécessaire d'identifier le partenaire idoine et aussi d'éviter, par des prestations en nature (blé), de provoquer la distorsion ou l'effondrement des marchés locaux.

Dans certains pays, la situation paraît insurmontable, malgré la bonne volonté des gouvernements et l'aide extérieure, comme en Bolivie où la culture de la coca constitue les 2/3 des ressources de l'Etat. Les pays plus importants semblent en revanche en meilleure posture. Comme l'a relevé Menem : "l'Argentine est plus grande que ses problèmes", remarque qui pourrait aussi s'appliquer au Brésil ou au Mexique.

---

Dans le contexte économique comme dans celui de l'aide au développement, la drogue et l'environnement sont apparus comme des problèmes majeurs.



De la Bolivie aux Bahamas, en passant par le Pérou, la Colombie, l'Amérique centrale et les Caraïbes, le trafic de la drogue est devenu une réalité envahissante et remplit une fonction économique majeure. Pour s'attaquer à ce problème, il importerait de réduire la demande du Nord (Etats-Unis) et de proposer des économies de substitution; le combattre dans un pays isolé ne ferait que le déplacer dans les pays voisins. La plaie de la drogue a pris aujourd'hui des dimensions considérées dans nombre de pays comme insurmontables. Pour répondre à une demande qui a été formulée de divers côtés, il importera d'informer régulièrement les postes, touchés par cette question, de la politique de la centrale en la matière.

L'environnement, comme la drogue mais à un titre différent, est lié à la réalité économique latino-américaine, à un niveau particulièrement sensible dans le bassin de l'Amazone, où la responsabilité du Brésil semble établie. Agir efficacement et à une grande échelle est nécessaire si on veut éviter la destruction irréversible de l'environnement. Il importe cependant de ne pas politiser le problème et d'éviter d'en faire un conflit Nord-Sud. Tout programme d'aide au développement doit évidemment prendre en compte l'incidence possible sur l'environnement du pays bénéficiaire.

#### 4. Image de la Suisse et présence culturelle

Diverses propositions ont été formulées sur la manière de renforcer la présence de la Suisse en Amérique latine. Accroître la coopération technique et la mettre en valeur dans les pays considérés apparaît comme un moyen d'améliorer notre image. Celle-ci est globalement bonne mais des questions continuent de nous être posées sur "l'argent sale" notamment en provenance de la drogue. Le renforcement (en discussion auprès des chambres) de nos dispositions pénales en la matière apparaît dans ce contexte comme une nécessité évidente.



La présence culturelle suisse est perçue comme une contribution utile à notre image dans la région. Le souhait a été exprimé par diverses représentations de recevoir un crédit suffisant pour faciliter la célébration du 700ème anniversaire de la Confédération. Il ne s'agit cependant pas de vouloir imposer à tout prix les valeurs culturelles suisses. Comme il a été relevé, un pays du Tiers-Monde ne se développe vraiment que s'il se sent à l'aise avec sa propre identité culturelle.

#### 5. Problèmes administratifs

Ceux-ci ont fait l'objet d'échanges très substantiels. Dans la révision des règlements en cours, la DASE est attentive à la qualité de la vie des agents et de leurs familles. Elle est guidée par la volonté d'accroître les relations de confiance avec la centrale et l'autonomie des représentations. Les questions spécifiques suivantes ont été par ailleurs abordées :

- Les défis de la politique du personnel et la surcharge de travail qui en résulte, notamment dans le domaine consulaire
- Les perspectives de carrière
- La politique de sécurité (des personnes, des biens et de l'information)
- Les projets de réorganisation du réseau diplomatique dans les Caraïbes et les pays de cette région.

#### 6. Critique de l'exercice

Cette conférence régionale s'est déroulée dans d'excellentes conditions et a donné des résultats que l'on peut qualifier d'extrêmement positifs. Cela tient d'abord à la préparation par la centrale mais aussi par les postes, qui a été minutieuse, à l'ordre du jour et à la remarquable organisation matérielle par



notre mission à Mexico. Tous les participants partagent cette appréciation, la seule réserve pouvant être formulée à propos de l'extrême concentration du programme, sur deux jours et demi.

En se limitant à une région déterminée, la conférence a permis de traiter en profondeur les problèmes à l'ordre du jour. En se déroulant sur place, elle a permis aux représentants de la centrale d'être plus sensibles aux réalités abordées.



AELE: réunion du High-Level Steering Group (HLSG),  
Genève 11-12.10.1989

Le HLSG s'est réuni sous la présidence de M. H. Hafstein (Islande) les 11 et 12 octobre 1989 à Genève. Le but de cette réunion a été d'établir la position de l'AELE, sur la base du dernier rapport du groupe V sur les questions juridiques et institutionnelles, en vue de la prochaine séance conjointe du HLSG AELE-CE, les 19 et 20 octobre 1989 qui achèvera la phase informelle du Suivi de Bruxelles. Le HLSG s'est également brièvement penché sur les règles de concurrence, les derniers travaux du groupe II sur les services et les capitaux et sur la préparation de la réunion ministérielle informelle AELE du 27 octobre 1989.

Les discussions se sont concentrées sur les modes de participation des pays de l'AELE à l'élaboration des décisions intracommunautaires qui concernent l'espace économique européen (EEE) et les mécanismes de décision communs au niveau de l'EEE. Tous les pays de l'AELE étaient d'accord pour rester exigeants sur ce point et formuler clairement leurs exigences lors de la dernière réunion du HLSG qui aura lieu le 20 octobre à Bruxelles. La Suisse et l'Autriche étaient particulièrement claires sur ce point.

La Norvège, soutenue par la Finlande et l'Islande, a insisté au cours des deux jours de débat sur le besoin de donner un signal clair à la Commission sur la volonté des pays de l'AELE de renforcer le pilier AELE, ceci afin de répondre à une remise en cause de la part de la Commission de la crédibilité de l'AELE dans l'exercice à venir. Tous étaient cependant d'accord que cette remise en cause, vu l'efficacité de l'action des pays de l'AELE des derniers mois, n'était pas justifiée. La Suisse et l'Autriche ont confirmé leur réticence à l'égard de l'approche dite des deux piliers. Selon la Suisse (chef de délégation: Secrétaire d'Etat Blankart), un renforcement de l'AELE devait être examiné en fonction d'éventuelles nécessités dans le cadre d'un futur traité sur l'EEE.

Tous les pays ont prôné une prise de décision par consensus au sein de l'AELE et d'un futur organe au niveau de l'EEE, la Suisse n'excluant pas à priori des décisions à la majorité qualifiée au niveau EEE.



Des nuances d'approche se sont manifestées quant à la suite des opérations: alors que la Suède souhaite entrer en négociations formelles le plus directement possible, la Suisse et la Norvège estiment qu'une phase exploratoire devrait précéder l'ouverture de négociations proprement dites.

Prochaines échéances:

19-20.10.1989, HLSG AELE/CE à Bruxelles;

24.10.1989, HLSG à Genève pour finaliser le rapport à remettre aux Ministres;

27.10.1989, réunion ministérielle informelle AELE, Genève;

30.10.1989, rencontre entre M. F. Andriessen (Vice-président de la Commission responsable des relations extérieures et M. J. Hannibalsson, Ministre islandais des affaires étrangères et du commerce extérieur; présidence AELE)

novembre 1989: rapports des gouvernements des pays de l'AELE à leur parlement et débats dans certains pays;

11-12.12.89, rencontre ministérielle AELE, Genève;

19.12.1989, rencontre ministérielle AELE-CE, Bruxelles.



Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)  
40ème session du Comité exécutif.

Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire (43 Etats membres, dont la Suisse) a tenu sa 40ème session à Genève, du 2 au 13 octobre 1989. La délégation suisse y était conduite par le Chef de la Mission permanente à Genève, assisté de collaborateurs de la DDA, de la DOI et du DAR/DFJP.

La crise financière du HCR a été la préoccupation dominante de cette session (déficit pour 1989 estimé à env. 40 mios \$ sur programme annuel de 429 mios \$ déjà réduit à 389 mios \$; programme de 414 mios \$ prévu pour 1990, mais ressources disponibles estimées à 340 mios \$).

Dans cette situation, le ComEx a adopté un train de mesures ("package") destinées à garantir la poursuite des activités du HCR se rapportant aux besoins vitaux des réfugiés : - report du déficit de 1989 sur 1990, jusqu'à concurrence de 40 mios \$; - limitation des engagements de dépenses à 190 mios \$ pour le premier semestre de 1990, avec obligation de résorber, pendant la même période, la moitié du déficit reporté; - session extraordinaire du ComEx fin mai/début juin 1990 afin d'auto-riser les engagements de dépenses du second semestre en fonction du niveau prévisible des contributions pour 1990; - institution d'un Groupe de travail temporaire chargé de passer en revue les programmes du HCR ainsi que de proposer des réformes administratives et budgétaires dans le but de réduire les coûts.

Par ailleurs, le ComEx a demandé à ses membres d'appuyer les démarches du HCR tendant à obtenir des contributions supplémentaires, notamment d'Etats qui ne sont pas des donateurs traditionnels et du secteur privé. Il a aussi adopté, sur proposition de la France, une décision préconisant l'examen des possibilités de faire assumer par le PNUD et les agences des Nations Unies la charge des activités du HCR relevant du développement. Enfin, le ComEx a prescrit des restrictions touchant l'effectif du personnel ainsi que les dépenses d'administration et d'appui au programme.

Largement diffusées par les médias suisses et danois puis par la presse internationale à la veille de la session, les révélations relatives à l'utilisation d'un fonds danois par M. Jean-Pierre HOCKE (JPH) pour des frais de voyage et de représentation excédant les allocations des Nations Unies ont été évoquées dans les coulisses du ComEx. JPH est sur le point de remettre aux autorités danoises et au Secrétaire général de l'ONU un rapport tendant à démontrer qu'il pouvait se considérer comme autorisé à faire usage du fonds danois pour les dépenses en question.



Cette affaire aura incité certains pays donateurs à se montrer encore plus critiques que ces dernières années en ce qui concerne la gestion du HCR par JPH: manque de crédibilité et de transparence; croissance non maîtrisée de l'effectif du personnel ainsi que des dépenses d'appui du programme et d'administration; démoralisation du personnel; défauts de la réorganisation du siège, annoncée de manière impromptue au début de la session. Ces donateurs ont tenu d'autant plus fermement à l'institution du Groupe de travail temporaire qui restreint l'autonomie du HCR, mais dans le cadre duquel ils auront à assumer la responsabilité directe des coupes opérées dans le programme.

A New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, dont la 3ème Commission se penchera sur le HCR au mois de novembre, ces critiques envers JPH se mêleront aux manifestations de soutien émanant principalement des pays du tiers-monde pour former l'appréciation du Secrétaire général au sujet du Haut Commissaire dont le mandat a été reconduit fin 1988 pour trois ans (1989-1991).

La délégation suisse s'est exprimée devant le ComEx dans le même sens que le Chef du Département devant le Conseil national, en réponse à Mme Baümlin lors de l'heure des questions du 2.10.89. Elle a réaffirmé le soutien de la Suisse à l'institution du HCR, tout en désignant dans l'augmentation des tâches du HCR (nouveaux réfugiés, nouvelles possibilités de rapatriement volontaire suite au règlement de conflits locaux) la cause de la crise financière que certains donateurs tendent à imputer principalement à la gestion de JPH et en rappelant les progrès accomplis depuis 1986 dans la conception et l'extension des programmes.

Non sans faire état de l'intention de son gouvernement de fournir cette année une contribution supplémentaire au HCR, dans le cadre d'un effort spécial en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des victimes de conflits armés, elle a donné son consentement aux mesures exceptionnelles adoptées par le ComEx et annoncé qu'elle participerait au Groupe de travail temporaire.

N.B. La Suisse ne verse au HCR que des contributions destinées au financement de ses programmes.



cnuced: 1e partie de la 36e session du tdb

la première partie de la 36e session du conseil du commerce et du développement (tdb) s'est tenue du 2 au 13 octobre 1989 a geneve. elle s'est deroulee dans une tres bonne atmosphere, due a une volonte commune de parvenir a des resultats tangibles, a la personnalite du president (ambassadeur de rojas, venezuela) et du porte-parole des 77 (ambassadeur barnett, jamaque), ainsi qu'a l'attitude des etats-unis, qui s'est assouplie au fur et a mesure que les negociations progressaient. les textes adoptes par consensus portent sur la dette, l'interdependance, les contributions de la cnuced a la 4e strategie du developpement et au programme d'action sur l'afrique, ainsi que sur la date (1991) et le lieu (amerique latine en principe) de la cnuced viii. en outre, une declaration commemorant le 25e anniversaire de la cnuced a ete adoptee. faits saillants du debat general: les declarations des delegations de la pologne et de la hongrie confirmant la decision de ces pays de mettre en place un systeme d'economie de marche, fonde sur la propriete privee et l'initiative individuelle.

afin de marquer le 25e anniversaire de la cnuced, les autorites federales et genevoises ont offert une reception presidee par m. jean-pascal delamuraz, president de la confederation. le rapport de la delegation suisse suit.



Schweizerisch-sowjetische Nukleargespräche in Bern

Am 9./10. Oktober fanden in Bern Verhandlungen über ein bilaterales nukleares Kooperationsabkommen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion statt. Zweck dieses Abkommens ist es in erster Linie, die Nonproliferationsbedingungen zu regeln, unter denen schweizerische Elektrizitätsgesellschaften allenfalls Dienstleistungen der UdSSR auf dem Gebiet des nuklearen Brennstoffkreislaufes beanspruchen könnten.

Es gelang schon bei dieser ersten Verhandlungsrunde, eine grundsätzliche Einigung über einen Abkommenstext zu erzielen, der beim geplanten Besuch Bundesrat Felbers in Moskau nächstes Jahr unterzeichnet werden könnte. Immerhin müssen bis dahin noch auf Expertenebene gewisse Verwaltungsvereinbarungen ausgehandelt werden, in denen eine Reihe von technischen Einzelheiten geregelt wird. Bemerkenswert ist, dass die Sowjetunion in diesem Abkommen offenbar praktisch erstmals eine obligatorische Schiedsgerichtsklausel akzeptiert, und dass sie sich prinzipiell bereit erklärt, alles von der Schweiz empfangene Kernmaterial den Kontrollen der IAEA zu unterstellen, obwohl sie als Kernwaffenstaat aufgrund des Atomsperrvertrages dazu nicht verpflichtet ist.

Der zweite Tag war einem generellen Meinungs austausch über Fragen der nuklearen Nonproliferation gewidmet. Erstaunlich war auch hier festzustellen, wie viel zum Teil offene Selbstkritik die Vertreter Moskaus heute üben (typisch etwa die beiläufige Bemerkung, die neue sowjetische Politik bestehe darin, dass "when we say something, we now really mean it").

Die schweizerische Delegation wurde angeführt von Prof. A. Baer, stellvertretender Direktor des Bundesamtes für Energiewirtschaft (in Vertretung des Chefs des Dienstes für politische Sonderfragen, Minister H. von Arx).

K. JACOBI





Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein

Priorität

<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norm.	Dring.	Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

Presse et Info
----------------

Seite-Nr.

1
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Informations hebdomadaires rapides no 42/89 du 16.10.89

1) Conférence régionale de Mexico

La conférence régionale des ambassadeurs en Amérique s'est déroulée du 6 au 9 octobre à Mexico.

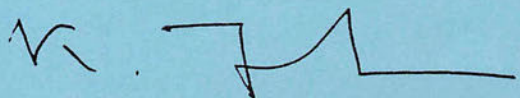
Les sujets suivants ont été abordés : questions politiques, situation économique, aide au développement, image de la Suisse et présence culturelle, problèmes administratifs.

Parce qu'elle a été minutieusement préparée et organisée, cette conférence s'est déroulée dans des conditions optimales. Elle a permis de se concentrer sur une région spécifique et de mieux répondre aux problèmes abordés. Les échanges de vues ouverts et fructueux entre les diplomates en poste et les représentants de la centrale, dans chacun des sujets abordés, s'avéreront très utiles pour notre action à venir en Amérique latine.

Compte rendu plus détaillé figurera dans informations hebdomadaires ordinaires et rapport circonstancié suivra plus tard.

Datum: 16.10.89  
Tel. intern: 30 66

Visum:





Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

2) Entretien BRF avec Secrétaire d'Etat James Baker (JB) à Washington (10.10.89 - Rapport détaillé suivra)

JB, homme décontracté, fin et direct, remercie d'emblée BRF de solution trouvée par la Suisse dans question demande d'adhésion OLP aux Conventions de Genève. Processus de recherche de la paix dans cette région du monde reste très complexe et nécessite beaucoup de doigté. JB apprécie disponibilité de la Suisse et prend note avec intérêt intention formulée par BRF d'examiner possibilités de concertation entre pays neutres européens dans ce contexte lors de "sommet" à Yverdon. Au sujet aide à Europe de l'Est, JB souligne caractère primordial du facteur temps et besoin péremptoire de coordination. Rappelle que Etats-Unis ont estimé judicieux laisser rôle privilégié à CE dans contexte fondamentalement européen. Pour ce qui est de la problématique d'intégration, les deux interlocuteurs ont convenu de l'importance des négociations au sein du GATT, qui permettront d'assurer des règles d'universalité garantissant l'ouverture dans les relations avec la Communauté. BRF a rappelé position particulière de la Suisse dans la dynamique européenne et son étroite coopération avec la CE, qui n'exclut aucunement une vision universaliste. JB a encore informé son interlocuteur des résultats de ses entretiens avec M. Chevardnadze et des progrès réjouissants des relations

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern. \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F. I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

soviéto-américaines.

- 2a) Déjeuner de travail avec Sous-secrétaire d'Etat Robert Kimmitt (RK) à Washington (10.10.89 - rapport détaillé suivra)

Discussion très intense dans atmosphère cordiale a permis compléter tour d'horizon entamé chez SE Baker. Sur Afghanistan où BRF exprime souci de voir progresser dossier quelque peu enlisé, RK estime que possibilité de négociation interne dépend du départ de Najibullah, car autrement divers groupes résistance ne seraient pas prêts à discuter avec Kaboul. En ce qui concerne Cuba, BRF constate durcissement du régime et se demande s'il ne s'agit pas là d'un résultat de l'isolement international. RK pense que Etats-Unis n'ont pas "bétonné" le terrain et que dès lors attendent signal de la part Fidel Castro. Quant au problème Amérique centrale on se réjouit de part et d'autre des nouveaux espoirs suscités par perspectives processus démocratique au Nicaragua et dialogue au Salvador. Enfin sur dossier lutte contre la drogue, RK remercie la Suisse du sérieux de sa démarche, en particulier nouvelle législation soumise au Parlement. BRF souhaite que partie américaine sache, le moment venu, faire connaître son appréciation publiquement.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F. l.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

3) Entretien BRF avec M. Brent Scowcroft (BS), National Security Adviser à Washington (10.10.89)

BS, homme prématurément vieilli, est visiblement sous pression (Panama et budget occupent beaucoup la Maison Blanche). Souligne son intérêt pour questions européennes, sur quoi BRF lui précise position Suisse en la matière. Problématique de coordination aide à l'Europe de l'Est préoccupe les deux interlocuteurs. BS est réceptif à idée BRF de trois coordonnateurs (p.ex. 1 US, 1 CE, 1 Neutre) afin donner impulsion politique nécessaire au processus, tout en garantissant objectivité vis-à-vis pays récipiendaires (éviter syndrome immixtion OTAN). En ce qui concerne intégration européenne, BS exprime inquiétude devant possibles tendances protectionnistes de la Communauté, BRF quant à lui le rassure en rappelant degré d'imbrication à la CE d'un pays non-membre comme la Suisse. BRF remet encore invitation officielle à Président Bush, dont visite (souhaitée pour 1990) permettrait raffermissement nos relations bilatérales.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

4) Visite courtoisie Chef Département auprès SG Nations Unies à New York (12.10.89)

SG Pérez de Cuellar (PC) remercie chaleureusement BRF pour accroissement contribution suisse aux opérations de maintien de la paix. Concernant l'Afghanistan, PC estime que convocation éventuelle "Jirga" est encore prématurée. Il essaie à ce stade d'obtenir deux consensus indispensables: d'une part au niveau international (URSS, USA, Iran, Pakistan et Afghanistan) et d'autre part entre différentes parties afghanes (huit factions en Iran, sept factions à Peshawar, ainsi que commandants de la résistance intérieure) qui doivent trouver quelqu'un qui puisse parler en leur nom. PC prend acte disponibilité Suisse dans ce contexte et de l'intérêt américain manifesté lors des entretiens BRF à Washington.

Dans autres conflits régionaux, PC reste prudent sur amélioration fragile au Liban. Quant à problème palestinien, il estime qu'il faut persister dans approche simultanée bilatérale et multilatérale. PC va désigner incessamment ancien DG Francis Blanchard pour mission de coordination des diverses activités ONU au Proche-Orient, afin de donner plus d'efficacité à l'aide humanitaire aux Palestiniens. BRF signale à cet effet disponibilité des quatre Neutres. Enfin, concernant

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. Intern. \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

problème Hocké, BRF et PC coïncident sur nature purement interne à l'ONU de cette affaire.

5) Cérémonie commémorative 125ème anniversaire Convention de Genève à New York (13.10.89)

En présence SG ONU, Président CICR et Présidents cinq Groupes régionaux ONU, BRF a présidé cérémonie sobre où tous les orateurs ont souligné rôle fondamental du CICR dans l'application du droit humanitaire. Une exposition retraçant développement des Conventions a ensuite été inaugurée.

6) Enlèvement de deux représentants du CICR et d'une hôtesse de Swissair au Liban

On est toujours sans nouvelles des deux techniciens orthopédistes du CICR enlevés le vendredi 6 octobre dernier à Saïda. Les envoyés spéciaux de l'organisation genevoise ont eu, durant la semaine écoulée, des contacts avec tous les groupes actifs au Liban et aussi en Syrie. Tous ont condamné l'enlèvement et promis leur soutien actif pour faire libérer nos deux compatriotes. Nonobstant cette bonne volonté proclamée, les ravisseurs n'ont toujours pas été identifiés et aucune exigence exprimée. Au vu des tensions régnant entre les

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja    Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F. I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

groupes présents sur place, le CICR ne s'attend pas à une solution rapide du cas.

Dimanche dernier, le 8 octobre, l'hôtesse de Swissair Astrid Fischer, qui séjournait au village de Batrun, près de Tripoli, zone contrôlée par les Syriens, a été appréhendée à son domicile par des éléments armés que des témoins ont décrits comme des agents de la sécurité de Damas. Dès le début nous ne disposions d'aucun indice que cette affaire aurait un arrière-fond politique et qu'elle était liée à l'enlèvement des deux délégués du CICR au Liban.

Vendredi 13, selon des sources émanant tant de la police fédérale que de l'Ambassadeur Sciolli, on apprenait qu'Astrid Fischer avait été relaxée de son lieu de détention par le groupe Frangié. Elle se trouve encore à Batrun et devrait rentrer prochainement en Suisse. Le Département n'a aucune information concernant les accusations de trafic de drogue ou d'espionnage à l'encontre d'Astrid Fischer, sinon les suppositions de la presse.

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

8
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

### 7) KSZE-Umweltschutztreffen

#### Gemeinsame Intervention der Neutralen

Auf Initiative der Schweiz haben die Botschafter von Finnland, Oesterreich, Schweden und der Schweiz am 12. und 13. Oktober 1989 gemeinsam beim tuerkischen Aussenminister und beim bulgarischen Vizeausserminister vorgesprochen, um die Teilnahme der Tuerkei am Umweltschutztreffen der Konferenz ueber Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE), das am 16. Oktober 1989 in Sofia beginnt, zu sichern und somit nicht einen Praezedenzfall zu schaffen, der sich auf den KSZE-Prozess und dessen Integritaet gefaehrlich auswirken koennte.

Den beiden Demarchen war ein beachtlicher Erfolg beschieden. Die Vorsprachen wurden sowohl in Sofia wie in Ankara verdankt. In einem vierzigminuetigen Gespraech teilte der tuerkische Aussenminister den vier Botschaftern mit, die Vorsprachen - und namentlich auch der entsprechende Schritt in Sofia - haetten dazu beigetragen, dass sich Ankara nun entschlossen haette, an der Eroeffnungssitzung in Sofia teilzunehmen. Bei diesem Anlass wuerde der tuerkische Delegierte erklaren, warum sein Land sich nicht am weiteren Verlauf des Treffens beteiligen werde. Ausserdem sicherte Yilmaz zu, dass sich Ankara dem Konsens in Sofia nicht widersetzen werde.

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

9

Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode

8) Crise financière du HCR/Griefs contre M. Jean-Pierre Hocké.

- Etant donné grave écart entre besoins des réfugiés et ressources disponibles (déficit pour 1989 estimé à env. 40 millions dollars, soit 10 0/0 d'un budget déjà réduit; écart probablement encore plus grand en 1990), Comité exécutif du HCR, réuni à Genève du 2 au 13 octobre, a adopté mécanisme ad hoc devant assurer poursuite des activités essentielles du HCR.

- Reproches contre M. Jean-Pierre Hocke (JPH) relatifs à utilisation d'un fonds danois pour frais de voyage et de représentation étaient présents à l'esprit de chacun, mais n'ont pas fait objet de débats. Est apparu cependant à nouveau que, nonobstant amélioration des programmes depuis 1986, gestion du HCR par JPH ne jouit pas entière confiance de tous les pays donateurs. JPH remettra sous peu rapport au Gouvernement danois et au Secrétaire général ONU, dont réactions auront incidence importante sur sa position.

- Délégation suisse s'est exprimée devant Comité exécutif dans même sens que Chef du Département devant Conseil national le 2 octobre 1989 (heure des questions), en réaffirmant soutien de la Suisse à l'institution du HCR et à son action en faveur des réfugiés. Jacobi.

Date: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tel. intern: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja    Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F. I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

10

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

////

Copie BRF JAC PB

NNNN

Datum: \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Tele. nr. \_\_\_\_\_



Bern, den 17.10.1989

i. A. 22.14.7.3,

Interne Verteilerliste + dipl. Vertretungen

Betrifft: IH + DP 42/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
	Hr. Meier	MEF
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Hr. Widmer	WI
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Fivat	FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Woker	
	Hr. Pardo	PR
Dienst Frankophonie	Hr. Kammer	KJF
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Chappuis	CFR
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Duboulet	DC
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koordinator Internationale Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch	KJP
	Minister Erard	ER
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF



Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Frau Meier	MM
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Godet Minister von Däniken	KT GT VDF
Sektion Völkerrecht	Hr. Baumann	BWE
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Welte	WP
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Bollinger Hr. Castelli	BOL CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädtersdorf Hr. Giovannini Hr. Dannecker Hr. Beti	RAE GI/ DAN BEI
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe Forschung und Politik	Hr. Pasquier Frau Schelling R. Hr. Melzer	PA SGR MEL
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)



Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba		
Akkra		
Alger		
Amman		
Amsterdam		
Ankara		
Antananarive		
<u>Asuncion</u>		
Athen		
Atlanta		
Bagdad		
Bangkok		
Barcelona		
Beijing		
<u>Beirut</u> NIKOSIA		
Belgrad		
Berlin/BRD		
Berlin/DDR		
Bogota		
Bombay		
Bonn		
Bordeaux		
Brasilia		
Brüssel+Mission		
Budapest		
Buenos Aires		
Bukarest		
Canberra		
Caracas		
Chicago		
Colombo		
<u>Conakry</u>		
Dakar		
Damaskus		
Dar es Salaam		
Den Haag		
Dhaka		
Djeddah		
Dublin		
Düsseldorf		
Frankfurt a/Main		
Genua		
Guatemala		
	Hamburg	
	Hanoi	
	Harare	
	Havanna	
	Helsinki	
	Hong Kong	
	Houston	
	Islamabad	
	Istanbul	
	Jakarta	
	Johannesburg	
	Kairo	
	Karachi	
	<u>Khartoum</u>	
	Kigali	
	Kinshasa	
	Kopenhagen	
	Kuala Lumpur	
	Kuwait	
	Lagos	
	La Paz	
	Lima	
	Lissabon	
	London	
	Los Angeles	
	<u>Luanda</u>	
	Luxembourg	
	Lyon	
	Madrid	
	Mailand	
	Manchester	
	Manila	
	<u>Maputo</u>	
	Marseille	
	Melbourne	
	Mexiko	
	Montreal	
	Monrovia	
	Montevideo	
	Moskau	
	München	
	Nairobi	
	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	
		Panama
		<u>Panmunjom</u>
		Paris (3)
		Prag
		Pretoria
		Quito
		Rabat
		Rio de Janeiro
		Rom
		San Francisco
		San José
		Santiago de Chile
		Sao Paulo
		Singapur
		Sofia
		Stockholm
		Strassburg+Europarat
		Stuttgart
		Seoul
		Sydney
		Teheran + Fremde Interessen
		Tel-Aviv
		Tokio
		Toronto
		Tripolis
		Tunis
		Vancouver
		Warschau
		Washington
		Wellington
		Wien
		Yaoundé
		Zagreb
		Riad
		+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP